



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/03/2016

Publication : 04/03/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Le 29 février 2016

Question n° 8

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	27
Nombre de Pouvoirs	6
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **1^{er} mars 2016**.

L'an deux mille seize, à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **12 Février 2016**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal

Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Olivier **LARDANS**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Gérard **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**, Philippe **KWIATKOWSKI**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Marie-Paule **DESHAYES**, Emmanuel **DELINEAU**, Karine **LOUISET**, Stéphanie **ONFROY**, Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Martine **LESAUVAGE**, Pascal **DUMESNIL**, Nada **AFIOUNI** Jérôme **DUBOST**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** (Pouvoir à Daniel **FIDELIN** jusqu'à 19h10), Frédéric **PATROIS** (pouvoir à Dominique **THINNES**), Sophie **CAPELLE** (Pouvoir à Marie-Paule **DESHAYES**), **Valérie LEDOUX** (Pouvoir à Gérard **DELAHAYS**), Estelle **FERON** (Pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**), Fabienne **MALANDAIN** (Pouvoir à Jérôme **DUBOST**).

Désignation du Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 29 février 2016

RAPPORT N°8

FINANCES : Débat d'Orientation Budgétaire 2016

7.1

RAPPORTEUR - Monsieur Laurent GILLE, Adjoint au Maire chargé des projets et des finances

Je vous rappelle comme chaque année que la **préparation du budget** se réalise par étapes, en voici le calendrier :

<u>instance</u>	<u>date</u>	<u>objet</u>
-----------------	-------------	--------------

<u>Commissions des différents services</u>	Dernier trimestre 2015	Elles expriment leurs attentes en matière de services publics pour l'année à venir après avoir fait un recensement des obligations, des besoins recensés et des idées nouvelles. Elles fixent des priorités.
--	------------------------	--



<u>Débat d'Orientation Budgétaire</u>	Commission finances du 22 février 2016 et Conseil municipal du 29 février 2016	La loi impose que, dans les 2 mois précédents le vote du budget, le conseil municipal organise un débat d'orientation budgétaire. Celui-ci a pour objectif de permettre la présentation aux élus des grandes orientations budgétaires et financières de la commune en tenant compte du contexte conjoncturel national, intercommunal et local, mais aussi en disposant d'une information fiable et lisible de la situation grâce aux tableaux de bords et aux ratios de bonne gestion (voir le rapport détaillé qui vous a été remis lors de la commission finances du 22 février 2016). Il est nécessaire qu'il contienne toute l'information pour permettre la prise de responsabilité ; des tableaux statistiques et financiers qui permettent de comparer les chiffres de la Ville de Montivilliers par rapport à d'autres communes mais aussi de comparer l'évolution dans le temps des chiffres de la Ville. <u>Aujourd'hui, nous prenons acte de la bonne tenue de ce débat en en rappelant les éléments essentiels.</u>
---------------------------------------	--	---



<u>Commission finances</u>	7 mars 2016	Elle devra prendre les dernières décisions sur le niveau des investissements ; le budget 2016 pourra être finalisé.
----------------------------	-------------	---



**Conseil
municipal**

29 mars 2016

Il validera l'arbitrage entre le niveau des services publics offerts à la population et le prix de ceux-ci sous forme d'impôt direct local ou bien de tarif municipal par le **vote du budget 2016**.

Le cadre de présentation comptable est constant, c'est une nécessité pour permettre l'analyse budgétaire grâce à des comparaisons entre les époques, les territoires (par rapport aux villes de la même catégorie) et entre les éléments fonctionnels.

1°) Conjoncture pour 2016

Au niveau **national** voici quelques repères :

- **Inflation** : elle a été nulle en 2015 (de décembre 2014 à décembre 2015 « ensemble hors tabac ») et elle est estimée à près de 1% pour 2016.
- **Taux d'intérêts** : La ville n'a pas appelé d'emprunt en 2015. Les taux d'intérêt actuels se situent aux alentours de 1.80 % pour un taux fixe sur 15 ans.
- **L'actualisation en valeur des bases fiscales reste en progression** : 1% en 2016 (soit +89 905 €), à l'instar de 2015. L'évolution en volume des bases n'est pas encore connue pour la taxe d'habitation, aussi un taux de revalorisation de 0.8% a été retenu, en revanche un pourcentage de 3.66% a été appliqué pour le foncier bâti car les bases provisoires ont été communiquées par la DGFIP (ce qui représente une recette supplémentaire de 236 075 € environ).
- Concernant les **dotations de l'Etat**
La loi de finances pour 2016 s'inscrit dans le cadre de la loi de programmation des finances publiques 2012-2017 qui vise le redressement des comptes publics avec un retour du déficit public sous la barre des 3% en 2017. Le déficit public diminue régulièrement depuis 2012 : il était de 5,3 % de la richesse nationale (Produit Intérieur Brut, PIB) fin 2011, il a été réduit à 4,4 % fin 2014. Il est estimé à 3.3% dans le projet de loi de finances pour 2016, pour atteindre 3 % en 2017. Les communes et leurs intercommunalités vont être impactées par les mesures restrictives sur les concours financiers. Les communes contribueront à hauteur de 3.67 milliards d'euros en 2016.

Pour 2016, la baisse estimée de 14% de la DGF pour la Ville de Montivilliers se traduira par une perte de 441 778 euros. Pour 2017, la DGF du bloc communal sera réformée conformément à ce que prévoit la Loi de Finance pour 2016 et la collectivité subira encore la contribution au redressement des finances publiques.
- **La nouvelle péréquation horizontale** introduite par la Loi de Finances 2012 a amené la Ville de Montivilliers à verser une première participation au FPIC (Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal) de 27 151 € en 2012 et de 69 049 euros en 2013. Ce versement a cru progressivement pour atteindre 222 000 € en 2016 (estimations), soit une augmentation de **61 843 €** par rapport à 2015.
- **FCTVA** : élargissement de l'assiette aux dépenses d'entretien de voirie et de bâtiments publics (à compter du 1/1/2016). Cette mesure permettra d'éviter les décisions modificatives entre la section d'investissement et de fonctionnement et de percevoir une recette supplémentaire en fonctionnement de 68 000€ pour l'année 2017 étant donné que le FCTVA est perçu avec un an de décalage.

Au niveau **départemental**

La Ville de Montivilliers n'est plus éligible depuis 2014 au Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP). Ainsi, elle a bénéficié en 2014 du mécanisme de lissage des pertes et a perçu à ce titre 75% du montant perçu l'année précédente, soit 127 500€ au lieu de **170 000€** en 2013. Pour 2015, elle a reçu une dotation égale à 50% du montant perçu deux ans auparavant soit 85 000€. Pour 2016, elle percevra le même montant qu'en 2015, **soit 85 000€**.

Au niveau **intercommunal**

→ **CODAH**

Le montant de la Dotation de Solidarité Communautaire (D.S.C.) garantie versée par la CO.D.A.H s'élève pour 2016 à **2 089 096.08€** soit une hausse de plus de 2 885€ par rapport au budget 2015 (pour mémoire, la D.S.C intègre la compensation financière versée par la CODAH à la ville pour le coût supplémentaire des actes d'état-civil liés à l'ouverture du PFME soit 62 034 € pour 2014, 65 944€ pour 2015 et 70 866€ pour 2016). La commune de Montivilliers voit ainsi sa dotation individuelle progresser que de +0.14 % après intégration des rôles supplémentaires 2015 qui se sont élevés à 522 997€ (contre 1 716 000€ en 2014) dont 40% affectés à l'enveloppe DSC soit 209 198.90€. Ces rôles supplémentaires ne peuvent être garantis car ils dépendent des contrôles et redressements des services fiscaux. Pour information, 8 communes voient leur DSC légèrement diminuer en 2016 en raison du niveau de rôles supplémentaires perçu sur 2015.

Le montant de l'Attribution de Compensation de Taxe Professionnelle (ACTP) s'établit pour 2016 à **642 746€** (montant figé).

2°) Situation financière de la Ville, le dossier joint à ce rapport contient les informations utiles à une bonne appréciation du budget 2016

- Grands chiffres de l'équilibre budgétaire 2015 comparés à l'équilibre prévisionnel 2016 : 23.34M € en fonctionnement et 10.04M € en investissement pour 2016.
- La hausse des charges de personnel : 2.69% soit 328 344 €

Vous trouverez tout le détail dans le document relié qui vous a été distribué. Une revalorisation des catégories B, la hausse des contributions et les élections de 2015 payées sur 2016 ont pour conséquence d'impacter le budget du personnel à hauteur de 100 000€. L'impact des recrutements de 2015 sur 2016 ainsi que le congé spécial de l'ancien DGS et les prévisions de 2016 conduisent à des dépenses de personnel en accroissement de 228 344€. Les seuls arbitrages nouveaux possibles à ce sujet concernent : le non remplacement éventuel des départs à la retraite, des congés maternité et ou maladie, une bonne maîtrise des heures supplémentaires et des vacations.

- Les charges à caractère général en fonctionnement font l'objet d'une surveillance constante et leur évolution entre 2015 et 2016 est à la baisse. En effet, la renégociation de contrats a permis cette réduction sur ce chapitre. Il faudra s'attacher à l'avenir à poursuivre la réduction de la consommation d'énergie compte tenu de l'évolution importante des prix dans ce domaine.

Ainsi, l'effet de ciseaux déjà évoqué (baisse des recettes de fonctionnement conjugué à la hausse des charges) réduit chaque année un peu plus la marge de manœuvre pour investir car il faut au minimum que celle-ci couvre le remboursement du capital de la dette (obligation légale) avant de pouvoir servir à autofinancer les investissements. En effet, l'esquisse de budget 2016 fait apparaître un autofinancement net de l'exercice déficitaire de 0.03 M€.

Dans ce contexte, aucun développement n'est envisageable sans financement nouveau comme cela avait déjà été évoqué l'an passé, au contraire, il faudra réfléchir à des réductions de périmètre de services.

Le document contient également des informations et explications financières et fiscales sur les ratios de bonne gestion (évolution de l'imposition et de la dette, taux d'endettement, capacité de désendettement, point sur la dette garantie, autofinancement etc....). Il vous permet ainsi chaque année d'apprécier de façon précise et transparente la situation de Montivilliers. A ce niveau notre ville maintient sa position de bonne gestion.

3°) Perspectives pour les budgets à venir

Il appartient comme chaque année à la prochaine Commission des Finances de fixer les priorités et de rendre des arbitrages dans le respect d'un équilibre prévisionnel sain des budgets à venir, le document PPI (plan pluriannuel d'investissement) joint montre que les ambitions à ce sujet ne peuvent être que modestes au regard de la capacité d'autofinancement dégagée.

4°) Les grandes orientations budgétaires à déterminer pour 2016 sont les suivantes

Niveau possible des nouveaux investissements en l'état actuel des informations (Services et Opérations) : 4.92 M€ maximum (hors reports et réinscriptions)

Niveau des charges et recettes de fonctionnement maîtrisées par le Conseil Municipal :

- subventions à la vie associative : maintien de l'enveloppe 2015
- niveau des services publics : le service Qualité a été supprimé en 2015 et les services Evènementiel et Agenda 21 ont été créés en parallèle. Des services supplémentaires ont été également proposés sur les accueils de loisirs, notamment à la Coudraie et la belle Etoile avec l'élargissement des horaires d'ouverture.
- aide sociale : transfert de la charge au CCAS au 01.01.2016. Une convention de services partagés régit les relations entre la ville et le CCAS. Pour 2016, l'excédent de fonctionnement du CCAS permettra de solliciter une subvention de fonctionnement inférieure au montant des services partagés à rembourser à la ville par le CCAS.
- tarifs des services publics : Il est proposé de retenir l'inflation prévisionnelle qui va toucher le budget en 2016, soit 1%.

Niveau de l'emprunt nouveau (dans le respect des possibilités émanant de l'érosion de la dette ancienne et des ratios recommandés en matière de bonne gestion) : 1 M€. Une convention de services partagés régit les relations entre la ville et le CCAS. Pour 2016, l'excédent de fonctionnement du CCAS permettra de solliciter une subvention de fonctionnement inférieure au montant des services partagés à rembourser à la ville par le CCAS.

Niveau des taux d'imposition sur les ménages : objectif de ne pas augmenter les taux.

Les ressources pérennes de la Ville (hors excédent antérieur reporté) ne suffisent plus cette année, à financer le budget de fonctionnement sans autofinancement complet, comme cela serait préférable, de l'annuité en capital des emprunts. Depuis 2010 également, l'autofinancement net n'est rendu possible qu'au travers des recettes exceptionnelles issues de l'excédent reporté de l'année écoulée lui-même constitué de la réserve pour risque (pour 0,7 M€ environ) et de l'application du principe de prudence dans les prévisions budgétaires antérieures : de cela découle une grande fragilité de cet autofinancement en baisse, fragilité qui va s'aggraver les prochaines années.

Chiffres clefs du budget 2016

	2015	2016
Encours de dette au 1 ^{er} janvier	12 092 M€	13 736M€
Population au 1 ^{er} janvier	16 491	16 460
Taux des impôts locaux		
TH	14,18%	} inchangés depuis 2009
TF	32,13%	
TFNB	62,44%	
Recettes de fiscalité locale (BP)	8 990 M€	9 316M€
Recettes réelles de fonctionnement (BP)	20 570 M€	20 489M€

Le document peut être consulté au Service Comptabilité de la Mairie.

Je vous demande de prendre acte du bon déroulement de ce Débat d’Orientation Budgétaire 2016.

Le Conseil Municipal prend acte que le Débat d’Orientation Budgétaire a bien eu lieu.

Le Maire

ESQUISSE DU BUDGET 2016 EN MILLIONS €

LIBELLES	DEPENSES	RECETTES	hypothèses
FONCTIONNEMENT			
011 Charges générales	4,57		Economie sur les contrats d'assurance (-0,2M€) et en matière d'énergie. FIVA 181 300€ à rembourser sur 4 ans, soit 45 325€ en 2016
012 Salaires	11,99		Revalorisation des catégories B, augmentation des contributions et impact des recrutements 2015 sur 2016; prise en compte des demandes de création
réserve	0,50		
014 Atténuation de produits	0,23		222 K€ en 2016+rattrapage 2015
65 Participations	1,65		dont indemnités des élus
65 Subvention de fonctionnement CCAS + valorisation des services	0,79		1,16 M€ services partagés supportés en partie par un excédent de fonctionnement reporté au CCAS à hauteur de 300 000€
réserve	0,20		
66 Intérêts des emprunts	0,73		
67 Charges exceptionnelles	0,10		
68 Dotations aux provisions	0,02		
Virement à l'investissement (y compris amortissement)	2,56		
Impôts et taxes (73)		13,27	Estimation des contributions directes au 27/01/2016 pour FB et FNB. Pas d'estimation des bases provisoires de la TH
Dotations (Etat + Département) (74)		4,61	il reste une inconnue au niveau des dotations de l'Etat, 382 K€ de contribution au redressement des finances publiques
Autres recettes (013, 70, 75, 76, 77)		1,90	remboursement des frais de personnel
Remboursement services partagés CCAS		1,16	remboursement valorisation des services
Excédent antérieur reporté		2,40	sous réserve : CA 2015 non clôturé
TOTAL	23,34	23,34	0,00
INVESTISSEMENT			
021 Virement de la section de Fonctionnement		2,56	doit couvrir au moins le capital des emprunts à rembourser
Réinscriptions	1,50	0,23	dont les crédits voirie cinéma, révision à la baisse des réinscriptions suite comité stratégique du 19/01/2016
16 Emprunt 2016		1,00	selon érosion dette ancienne
10222 F.C.T.V.A+ amende police et taxe d'aménagement		0,71	estimation au 13.10.2015
Capitalisation du résultat 2015		1,61	couvre les écritures antérieures (déficit I 2015 + Reports de D - Reports de R et si possible + Réinscriptions de D - Réinscriptions de R - report R emprunt)
Capitalisation du résultat supplémentaire pour contribuer à l'investissement 2016		1,36	
001 Résultat antérieur		1,48	
1641 Capital des emprunts à rembourser	1,60		
Reports	2,02	0,20	reports au 11/01/2016
Capacité à investir	4,92	0,89	pour les recettes : selon les arrêtés reçus à ce jour. Fonds de concours CODAH + aide aux logements CODAH pour les dépenses : à mettre en adéquation avec le PPI
TOTAL	10,04	10,04	

Mise à jour : 17/02/2016

EVOLUTION DU BUDGET ENTRE 2015 ET 2016 EN MILLIONS €

LIBELLES	DEPENSES BP 2015	DEPENSES 2016	RECETTES BP 2015	RECETTES 2016	<u>hypothèses</u>
<u>FONCTIONNEMENT</u>					
011 Charges générales	4,73	4,57			
012 Salaires	12,19	12,49			Revalorisation catégorie B, augmentation des charges sociales
014 Atténuation de produit	0,17	0,23			montée en puissance du FPIC
65 Participations	2,16	2,64			dont 0,2 M€ réserve habituelle + convention de services partagés avec le CCAS
66 Intérêts des emprunts	0,76	0,73			
67 Charges exceptionnelles	0,17	0,10			
68 Dotations aux provisions	0,02	0,02			
Virement à l'investissement (y compris amortissement)	2,78	2,56			
Impôts et taxes (73)			12,91	13,27	Revalorisation des bases en valeur de 1%
Dotations (Etat + Département) (74)			5,25	4,61	Baisse des dotations de l'Etat dont la DGF
Autres recettes (013, 70, 75, 76, 77)			2,41	3,06	Remboursement convention de services partagés CCAS
Excédent antérieur reporté			2,40	2,40	sous réserve : CA 2015 non clôturé 5,368 au 15/02/2016
TOTAL	22,97	23,34	22,97	23,34	
<u>INVESTISSEMENT</u>					
Virement de la section de Fonctionnement			2,78	2,56	doit couvrir au moins le capital des emprunts à rembourser
Réinscriptions	0,88	1,50		0,23	
Emprunt nouveau			0,73	1,00	selon érosion dette ancienne
Emprunt revolving	2,66		2,66		
Emprunt 2014 sur 2015			3,23		
F.C.T.V.A+taxe d'aménagement			0,87	0,71	
Capitalisation du résultat			2,66	2,97	
Déficit / Excédent antérieur	0,74			1,48	sous réserve : CA 2015 non clôturé
Capital des emprunts à rembourser	1,54	1,60			
Reports	3,07	2,02		0,20	
Capacité d'investissement et recettes nouvelles 2016 (base pour PPI)	4,77	4,92	0,74	0,89	
TOTAL	13,67	10,04	13,67	10,04	